

**Des femmes sauvagement brutalisées
par des patrouilles des mœurs**



Juillet 2022

Commission des Femmes du CNRI

Rapport mensuel

Des femmes sauvagement brutalisées par des patrouilles des mœurs lors d'une opération de répression pour faire respecter le hijab obligatoire

La présidence d'Ebrahim Raïssi s'est caractérisée par [une série d'exécutions](#) et la suppression brutale des femmes. Au cours de la dernière semaine de juillet, le pouvoir judiciaire iranien a exécuté [25 personnes](#), dont [quatre femmes](#). Le régime a exécuté au moins 521 personnes, dont [22 femmes](#), depuis que le Raïssi a pris ses fonctions l'année dernière, le 3 août 2021.

Le 5 juillet, Raïssi a ordonné la remise en œuvre d'un plan intitulé "Stratégies de diffusion de la culture de la chasteté", adopté en 2005 par le Conseil suprême de la révolution culturelle pour faire respecter le [voile obligatoire](#). La répression à l'encontre des femmes a donc pris une ampleur sans précédent au début du mois de juillet, touchant tous les domaines de la vie des femmes iraniennes éprises de liberté.



Deux bases pasdarans avaient déjà commencé leur travail en mai pour surveiller et imposer davantage de restrictions aux femmes au travail et en public. (Le site Internet de la radio et de la télévision d'État, IRIB, 22 mai 2022)

Plus récemment, le 27 juillet, Ali Khamenei a tenu une réunion avec les responsables de la prière du vendredi au cours de laquelle il a insisté sur la question du hijab obligatoire. Il a déclaré que les femmes devaient porter le hijab islamique et le tchador (voile de la tête aux pieds) dans divers domaines scientifiques, sociaux, politiques, administratifs, économiques et culturels. Tout en reconnaissant que les femmes iraniennes défient cette répression et cette pression croissantes dans les rues, il a révélé que les institutions de l'État étaient constamment confrontées à la résistance des femmes et y faisaient face.

En plus de toutes les patrouilles visibles (tangibles) et invisibles (sous couverture), le régime clérical a recruté des propriétaires d'entreprises, des employeurs et des cadres supérieurs. Le régime a menacé de fermer leurs entreprises ou de les licencier si leurs employées ne respectaient pas le code vestimentaire obligatoire. Ils ont donc déployé un nouveau levier contre d'innocentes femmes iraniennes.

Les dirigeants du régime iranien ont également appelé à priver les femmes dites "incorrectement voilées" des services administratifs, bancaires et médicaux. Dans certaines villes, les femmes qui ne respectent pas le Hijab obligatoire sont privées de l'accès aux stations de [métro](#) et aux [aéroports](#).

Même les jours où les inondations ont emporté les maisons des gens, Raïssi a rencontré ses patrouilles de vice, décrivant leur travail comme un devoir divin au lieu de se concentrer sur l'aide aux victimes des inondations. Il a encouragé les différentes patrouilles du vice à renforcer la répression à l'encontre des femmes.

[Ces mesures](#) sont prises alors que la pression économique, la faim et l'inaction du régime face aux catastrophes naturelles ont aggravé les conditions explosives de la société iranienne. Les gens considèrent ce plan comme un outil destiné à détourner leur attention de l'augmentation quotidienne exponentielle et sans précédent de l'inflation et des prix et à empêcher les protestations publiques.

Une augmentation remarquable du nombre de patrouilles des mœurs

Après la mise en place des bases de la chasteté et du hijab, les actions répressives contre les femmes ont augmenté dans les rues. Les gens signalent que les cas d'insultes et de harcèlement des femmes qui ne respectent pas le hijab obligatoire par les patrouilles des mœurs ont considérablement augmenté dans toutes les grandes villes d'Iran.

Le journal semi-officiel Hamchahri a écrit qu'au moins 15 millions et au plus 20 millions de femmes devraient recevoir des avertissements verbaux. Ces chiffres signifient que les patrouilles dites d'orientation du régime ciblent 60 à 80 % des femmes vivant dans les villes. (Le site d'État eghtesadnews.com, 27 juillet 2022)

Des patrouilles invisibles ont été déployées dans toute la ville de Machad pour supprimer et harceler les femmes qui ne respectent pas le hijab obligatoire. L'annonce a été faite par Mehdi Rezaei, secrétaire du personnel chargé d'enjoindre le bien et d'interdire le mal dans la province de Khorassan Razavi. (Le site d'État ISNA.ir - 2 juillet 2022)

Lors d'un point de presse, le commandant des forces de sécurité de l'État de Kermanschah (ouest de l'Iran) a déclaré que les FSS avaient convoqué [1 700 femmes](#) dans leurs centres depuis mars 2022.

Ali Akbar Javidan a déclaré que plus de 22 000 avis publics avaient été donnés concernant la sécurité morale, le [non-respect du Hijab obligatoire](#), le voilement incorrect ou le repli sur le code vestimentaire du régime en trois mois et 20 jours. En outre, 230 véhicules ont été saisis et envoyés au parking dans la province au cours de la même période.

Il a également souligné que de nombreux sites publics sont sous surveillance depuis octobre. Ces sites comprennent des centres de loisirs, historiques, touristiques, commerciaux, de services civiques, des agences de voyage et des circuits touristiques. Javidan a déclaré : "La police ne permettra pas à quelques personnes de promouvoir le voilement incorrect avec n'importe quelle sorte d'excuse ou de prétexte." (Le site d'État tabnak.ir - 12 juillet 2022)

Dans les derniers jours de juillet, les patrouilles des mœurs de Téhéran ont commis un acte inhumain et immoral.

Elles ont emmené une jeune femme dans leur camionnette alors que sa mère sanglotait et criait : "Ma fille est malade !". Elle a tenté d'arrêter la camionnette en se plaçant devant elle. Mais les agents de la SSF n'ont pas tenu compte de ses cris et sont partis avec la jeune femme à l'intérieur. Le [clip vidéo](#) de cet incident a indigné l'opinion publique iranienne.



Les patrouilles des mœurs brutalisent sauvagement les femmes iraniennes

Le traitement réservé par les patrouilles du vice aux femmes iraniennes éprises de liberté est si dur et inhumain que même les responsables du régime ont été contraints de s'exprimer.

Le mollah Nasser Qavami, chef de la Commission judiciaire du 6e Parlement, s'est exprimé sur la [brutalité](#) des patrouilles des mœurs. Il a déclaré : "Les actions des agents des patrouilles d'orientation envers les femmes ne sont en aucun cas conformes aux normes islamiques. Vous, journalistes, avez observé que les agents des patrouilles des mœurs violent la vie privée des femmes en touchant leur corps pour les arrêter. Certains de ces policiers, qui sont eux-mêmes des femmes, je ne comprends pas comment ils peuvent tirer les cheveux d'un membre du même sexe et le battre ! Je ne sais pas si ce comportement des agents de la police des mœurs est dû à l'opportunisme ou pour gagner une bouchée de pain, mais il n'a aucune justification ! J'ai vu une femme agent qui a tordu de force les cheveux d'une femme dans ses mains.



The knees of a teenage girl, 17, after she was pulled on the ground by vice patrols.

D'autre part, des agents masculins ont touché le corps de la femme et l'ont battue et poussée dans le fourgon de patrouille ! Toutes les approches des fonctionnaires concernant le hijab des femmes sont politiques. Ne pensez même pas un seul instant que leur solution (Le site Web public Bahar - 13 juillet 2022)

Le journal d'État Ressalat a également reconnu : "Les patrouilles d'orientation non seulement n'ont pas protégé le Hijab, mais ont également répandu les germes de méchanceté et de haine parmi divers secteurs de la société." (Le journal semi-officiel Ressalat - 14 juin 2022)

Le 7 juillet 2022, Mohsen Pirhadi, membre du parlement des mollahs, a révélé plus de détails sur la sauvagerie des patrouilles des mœurs dans une lettre adressée à Hossein Ashtari, le commandant général des forces de sécurité de l'État. Il a écrit : "Parfois, les manières des agents des patrouilles des mœurs sont inappropriées lorsqu'ils ont affaire à des femmes portant un hijab inadéquat. L'utilisation de littérature indécente, l'humiliation et le traitement inapproprié par certains agents féminins dans les centres de détention et parfois lors de l'arrestation de femmes, comme le fait de les pousser, font partie des cas préoccupants."

Interdiction aux femmes voilées de manière irrégulière d'entrer dans les stations de métro de Machad

Dans les derniers jours de juin, Esmael Rahmani, le gardien du bureau du procureur de Machad, a adressé une lettre au gouvernorat et à la municipalité de la ville pour leur demander d'empêcher l'entrée des femmes mal voilées dans les [stations de métro](#).

Il a menacé les agents de l'État et a déclaré que le fait pour les agents du métro de ne pas signaler ces incidents est considéré comme un "abandon de poste". Il leur a donné la date limite du 6 juillet pour appliquer la directive, "sinon, les agents qui abandonnent leur devoir seront traités légalement." (Le site semi-officiel donya-e-eqtesad.com, 6 juillet 2022) De cette façon, il a reconnu que même les agents de l'État sont réticents à appliquer leurs directives.



Le maire de Machad a qualifié l'ordre d'illégal. Il a tout de même donné l'ordre de l'appliquer en raison de l'insistance de l'autorité judiciaire. (Le journal d'État tabnak.ir - 5 juillet 2022)

Hashem Daemi, membre du conseil municipal de Machhad, a déclaré à propos de la lettre du bureau du procureur : "La municipalité et les agents doivent prendre des mesures dès qu'ils voient des cas de voilement incorrect et de femmes apparaissant en public sans le Hijab religieux." (Le site d'État hamshahrionline.ir - 5 juillet 2022)

Un membre du conseil municipal de Mashhad, citant le maire, a déclaré : "Nous sommes prêts à fournir des cartes d'identité à ceux qui ont suivi des cours spécialisés sur la façon de donner des avertissements verbaux (aux femmes voilées incorrectement), afin qu'ils puissent utiliser gratuitement toutes les installations du métro." (Le site d'État entekhab.ir - 5 juillet 2022)

Interdiction d'entrée à l'aéroport de Chiraz pour les femmes voilées de manière inappropriée.

Le 25 juillet 2022, le directeur général des aéroports de la province de Fars a déclaré que les femmes mal voilées n'ont pas le droit d'entrer dans l'aéroport de Chiraz et ses terminaux de vol. Ces passagères seront empêchées d'entrer.

Il convient de noter que l'aéroport de Chiraz est un aéroport international et le troisième aéroport le plus fréquenté d'Iran, qui accueille 10 000 passagers par jour. L'aéroport compte 2 000 employés travaillant dans différents départements. Les instructions relatives au respect de la "chasteté et du Hijab" sont appliquées dans cet aéroport.



Priver les femmes de services bancaires et administratifs pour avoir bafoué le voile

Esmael Rahmani, procureur adjoint de Machad, a envoyé une lettre au gouverneur de Machad lui demandant de s'abstenir de [fournir des services aux femmes](#) portant un hijab inadéquat dans "les bureaux et les banques." (Le site d'État entekhab.ir - 4 juillet 2022).

Mehdi Rezaei, le secrétaire du quartier général de l'interdiction du bien et du mal dans la province de Khorasan Razavi, a également annoncé qu'en deux semaines, 108 équipes visibles, à raison de trois par équipe, ont visité 760 endroits à Machad et ont signalé près de 35 cas de "violation."

Selon Rezaei, des patrouilles en civil dans toute la ville de Machad sévissent également et harcèlent les femmes iraniennes sous prétexte d'un hijab inapproprié (L'agence de presse étatique ISNA - 2 juillet 2022).

Le 5 juillet 2022, le gouverneur de la province de Fars a réaffirmé le droit de ses agents de "tirer à volonté" face au mécontentement de la population à l'égard de la loi sur le hijab et la chasteté. Le gouverneur a exhorté les responsables à utiliser avec sérieux et courage leurs "jeunes forces" plutôt que d'attendre des ordres.

Il a également mis en garde les femmes : "Celles qui ne peuvent pas agir dans le cadre légal doivent prendre un congé sans solde jusqu'à ce qu'elles puissent respecter les lois." (Le site d'État asriran.com - 5 juillet 2022)

Zahra Yaqtin, directrice générale des affaires féminines et familiales du gouvernorat de Fars, a également annoncé : "Nous essayons de promouvoir et de mettre en avant la culture du Hijab en mettant en place des ateliers dans les bureaux et les organisations." (Le site d'État entekhab.ir - 25 juillet 2022)

Les bureaux gouvernementaux ont été informés du code vestimentaire et de couverture de leurs employés. La directive interdit même l'utilisation de parfums et d'eaux de Cologne à odeur solide.

Les responsables de ces bureaux et les patrouilles d'infiltration vérifient des éléments tels que "le serrage ou le relâchement des vêtements, la taille des vêtements, les chaussures à talons hauts, le vernis à ongles et le maquillage des femmes."

En conséquence, le secrétaire et le directeur des bureaux pour hommes doivent être uniquement des hommes et pour les femmes uniquement des femmes. Dans le même temps, les hommes et les femmes ne sont pas autorisés à publier des photos "sans couverture islamique" dans le cyberespace.

Fermeture des salons de coiffure et des cafés

Le chef du département de supervision des lieux publics a annoncé que 14 salons de coiffure avaient été mis sous scellés dans la province centrale. Cette fermeture était due à des publicités non conventionnelles et à la publication de photos de clients sur les réseaux sociaux. Les propriétaires et exploitants de ces centres ont également été signalés aux autorités judiciaires. (Le site d'État Rokna.ir - 26 juillet 2022)

Auparavant, le 14 juillet 2022, vingt-neuf salons de coiffure de Yasouj ont été fermés en raison de la violation des normes. La police des lieux publics a mis sous scellés tous ces centres et a convoqué leurs propriétaires. (L'agence de presse officielle IRNA - 14 juillet 2022)

Yasouj est la capitale de la province de Kohgiluyeh et Boyer Ahmad, dans le sud-ouest de l'Iran.

Le procureur public et révolutionnaire de Yasouj a déclaré : "Les salons de coiffure pour femmes publient des images et des vidéos vulgaires dans le cyberespace et publient parfois des photos personnelles de leurs clients sans autorisation."

Les vendeurs de Oom ont reçu l'ordre de refuser les services et les marchandises aux femmes qui sont voilées de manière incorrecte. Selon la même directive, les employées de bureau qui ne sont pas suffisamment voilées seront également traitées, c'est-à-dire qu'elles ne seront pas autorisées à porter des manteaux courts. (Le site d'État entekhab.ir - 22 juillet 2022)

De même, à Chiraz, une vingtaine de cafés très fréquentés, qui étaient les lieux où les jeunes de Chiraz se retrouvent, ont été scellés par ordre du département des lieux publics de Chiraz. (Le journal d'État Setareh Sobh - 2 juillet 2022)

Les activités sportives sur la plage de l'île de Kich considérées comme un crime

Le régime iranien a annoncé qu'il allait s'attaquer aux activités sportives de [groupes mixtes](#) observées sur les plages de l'île de Kich, au large de la côte sud de l'Iran, dans le golfe Persique.

La police s'occupera des individus qui se rassemblent sur les plages après le lever du soleil en groupes mixtes sous le prétexte d'activités sportives. Le commandant de la SSF à Kich, Ali Asghar Jamali, a déclaré que cette mesure faisait partie d'un projet appelé "tonnerre".

Jamali a rappelé que depuis le 22 juin, plus de huit équipes de photographes non autorisés avaient été identifiées sur la plage dans le cadre du plan "Thunder", et que leur décoration de la plage avait été raflée. Jamali a ajouté : "La police traitera les contrevenants conformément à la loi !"

Plus de 21 voitures et motos électriques repérées avec des conducteurs et des passagers non autorisés ont été saisies selon le même plan. (Le site d'État aftarnews.ir - 8 juillet 2022)

Destruction des pierres tombales des femmes

Les mesures répressives du régime visant à imposer le hijab obligatoire ont atteint les cimetières et ont visé l'image des femmes sans hijab sur leurs pierres tombales.



Le directeur général du plus grand cimetière de Téhéran a annoncé qu'il avait recueilli 98 pierres tombales sur lesquelles figuraient les photos des défuntes sans le hijab obligatoire.

Selon Saeed Ghazanfari, PDG de l'organisation Behesht Zahra, ces pierres tombales ne sont "pas dignes de la tombe des croyants." Il a annoncé que cette procédure se poursuivrait à l'avenir en fonction des "opinions religieuses des érudits."

Ghazanfari a également menacé les vendeurs ou installateurs de pierres de ne pas être autorisés à opérer s'ils vendaient ou installaient de telles pierres. (L'agence de presse étatique Fars - 25 juillet 2022)

Interdiction d'utiliser des photos sans hijab dans les profils des femmes

Conformément au plan de contrôle du hijab et de la chasteté, il est interdit aux utilisateurs féminins de publier des photos de profil sans hijab, a annoncé le personnel chargé d'ordonner le bien et d'interdire le mal dans la province de Khorasan Razavi.

(Le site d'État Rokna.ir - 5 juillet 2022)

Le personnel a sérieusement commencé son travail à Machad comme l'une des institutions de supervision.

Interdiction de la participation des femmes dans toutes les publicités

Le ministère iranien de l'Orientation a ordonné à tous les centres de publicité qu'ils ne pouvaient plus enrôler des femmes pour des publicités.

Le chef du département général de l'orientation a envoyé une lettre datée du 20 juillet 2022 aux écoles d'art et de cinéma de la province d'Alborz. Selon le plan pour le hijab et la chasteté, la présence des femmes dans les publicités est interdite.

L'ordre a été émis à la suite de la publication du teaser publicitaire de la société de crème glacée Domino's à la mi-juillet. Le Staff of Enjoining Good and Forbidding Evil l'a qualifié de "crime", affirmant que la production de telles publicités conduirait à la "promotion de l'immoralité" dans la société. (The state-run sharghdaily.com - 23 juillet 2022)

Suppression d'une femme arbitre de la liste de la Coupe du monde

Mahsa Ghorbani, la femme arbitre internationale iranienne, a été exclue de la Coupe du monde 2023. Son déplacement est dû à la publication de [ses photos en uniforme d'arbitre de football](#), où ses jambes sont visibles. (Le site d'État khabaronline.ir - 26 juillet 2022)



Les filles handicapées ne sont pas épargnées par le hijab obligatoire

Une ONG soutenant les droits des personnes handicapées a publié un post dans lequel elle évoque les difficultés rencontrées par les femmes handicapées. On peut y lire : "La loi sur le hijab obligatoire ne fait pas d'exception pour les personnes handicapées. Par exemple, selon la loi, tous les enfants, handicapés ou non, doivent porter le hijab dès leur entrée à l'école. La loi sur le Hijab obligatoire est la même pour les écoles exceptionnelles.

"Les agents de police et les patrouilles des mœurs manquent de formation pour traiter avec les personnes handicapées, notamment les autistes. Par conséquent, ils ne comprennent pas leurs besoins particuliers. Malheureusement, les agents maltraitent ces personnes et leurs familles", a déclaré une militante qui défend les droits des personnes handicapées.

En raison de ce problème, de nombreux enfants autistes souffrant de graves sensibilités tactiles et ne supportant pas qu'on leur couvre la tête ont cessé d'aller à l'école. Les familles de ces jeunes filles sont obligées de couper les cheveux de leurs enfants et de les habiller avec des vêtements de garçons pour les emmener dans des centres médicaux et récréatifs. Malheureusement, ces solutions ne peuvent pas durer longtemps. Au fur et à mesure que l'enfant grandit, il devient impossible de cacher son sexe, et il sera emprisonné à la maison pour toujours.

Une menace existentielle pour le régime

Près d'un an après l'arrivée d'Ebrahim Raïssi à la tête du régime, sa seule réalisation a été l'application de la loi sur le hijab et la chasteté contre les femmes. Malgré l'augmentation de la vague d'exécutions et la répression des prisonniers politiques, des manifestants et des opposants sociaux. Pendant ce temps, la pauvreté, la faillite économique, le chômage, les sans-abri et les problèmes sociaux sont endémiques.

La [répression](#) des femmes est allée jusqu'à arracher des aveux forcés aux opposants au hijab obligatoire et à les diffuser à la télévision d'État. Cela prouve que le sort du régime des mollahs est lié aux libertés des femmes qui représentent une menace existentielle pour le régime clérical.

Le régime a considérablement accru la répression des femmes sous le prétexte du hijab pour étouffer l'ensemble de la société et empêcher les protestations sociales.



Cependant, ces mesures répressives ne font qu'alimenter la colère et le mécontentement de la population. Les femmes iraniennes sont à l'avant-garde des protestations et des soulèvements. En formant des unités de résistance et en participant à leurs activités, elles jouent un rôle précieux dans les soulèvements visant à renverser le régime des mollahs.

Les femmes et les jeunes iraniennes renverseront sans aucun doute.